



Les grandes évolutions de l'agriculture des savanes africaines : introduction au thème I

Jean-Louis Chaléard

► To cite this version:

Jean-Louis Chaléard. Les grandes évolutions de l'agriculture des savanes africaines : introduction au thème I. 2003, 4 p. hal-00131046

HAL Id: hal-00131046

<https://hal.science/hal-00131046>

Submitted on 14 Feb 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les grandes évolutions de l'agriculture des savanes africaines

Introduction au thème I

Jean-Louis CHALEARD

Professeur à l'Université Paris 1

Résumé — Les mutations que connaissent les savanes africaines aujourd'hui sont multiples ; elles concernent différentes échelles et renvoient à des enjeux importants qui dépassent souvent le strict cadre des savanes. Ces grandes évolutions, qui s'inscrivent dans un contexte plus vaste, permettent de lier les mutations de l'agriculture des savanes africaines en général, et celles de l'aire d'intervention du Prasac en particulier, avec quelques-uns des grands défis que doit relever l'Afrique subsaharienne. Trois grandes questions sont examinées : la libéralisation de l'économie, et singulièrement en savane la libéralisation de la filière coton, qui conduit à s'interroger sur le rôle de l'État et sur le contexte de la mondialisation ; les nouvelles opportunités offertes aux ruraux, par l'ouverture des savanes sur le monde urbain, qui se traduisent par une diversification des activités et par l'essor du vivrier marchand ; les effets de la croissance démographique et de ses conséquences sur les systèmes de production. Au final, on ne peut que constater que les savanes africaines ont beaucoup changé ces trente dernières années, que ce soit en termes de productions agricoles ou en termes d'ouverture sur l'extérieur, et que cela s'est plutôt accompagné d'une amélioration du niveau de vie des populations, grâce aux efforts de l'encadrement et surtout aux initiatives paysannes.

Abstract — **Major agricultural developments in African savannahs: more diversifying activities, changing agrarian systems, renewed know-how.** The changes gone through today by African savannahs are many ; they concern different levels and refer to important stakes that often go beyond the savannah framework of savannahs. These great developments that affect a wider context, enable the linkage of African Savannah agriculture as a whole, and that of the area of PRASAC intervention in particular, with some of the challenges that sub-Saharan African must take. Three important questions are considered: the liberalisation of the cotton sector, that leads to the issue of State role and the globalisation context; new opportunities given to farmers through the opening of savannahs to the urban world, translated by diversification and the increase of market food crops sale; the effects of demographic growth and consequences on production systems. Finally, one can simply note that the African savannahs have too much changed during the past thirty years, in terms of agricultural produce or in term of opening to the world, and that this has been supported by the improvement of the populations' standard of living, thanks to the supervision efforts and mainly the farmers' initiative.

Aborder les grandes évolutions des savanes africaines, dans lesquelles s'inscrivent les régions couvertes par le Prasac, en moins d'un quart d'heure, tient de la mission impossible, tant les mutations à différentes échelles sont multiples, tant elles renvoient à des enjeux souvent importants qui dépassent le strict cadre des savanes et tant il serait nécessaire d'avoir une réflexion préalable pour savoir si ces mutations sont nouvelles ou si ce n'est pas, seulement, le regard des observateurs que nous sommes qui a changé.

Je me limiterai donc à quelques-unes de ces grandes évolutions, en soulignant qu'elles s'inscrivent dans un contexte plus vaste, et que je les retiens parce qu'elles permettent de lier des mutations de l'agriculture des savanes africaines en général, de l'aire d'intervention du Prasac en particulier, avec quelques-uns des grands défis que doit relever l'Afrique subsaharienne.

Dans cette perspective, trois questions me paraissent intéressantes à examiner : la première est celle de la libéralisation de l'économie et singulièrement en savane la libéralisation de la filière coton qui conduit à s'interroger sur le rôle de l'Etat et sur le contexte de la mondialisation ; la seconde est celle des nouvelles opportunités offertes aux ruraux, par l'ouverture des savanes sur le monde urbain, qui se traduisent par une diversification des activités et par l'essor du vivrier marchand ; la troisième est celle des effets de la croissance démographique et de ses conséquences sur les systèmes de production.

Libéralisation économique et essoufflement de la production cotonnière

Si la première question, celle de la libéralisation économique qui affecte en savane la filière cotonnière, se pose avec autant d'acuité, c'est parce que le coton est incontestablement la culture commerciale dominante de la région. Son essor a profondément marqué la zone soudanienne où il s'est développé. Il a eu un rôle moteur dans la diffusion des innovations techniques. Il tient une place essentielle dans les revenus des exploitations. Enfin, il a eu des effets sur le peuplement, rendant attractives des zones jusque là peu mises en valeur.

Cet essor est inséparable de l'action des Etats, directement ou à travers des sociétés de développement, par la mise en place d'un dispositif d'encadrement technique, d'un système de prêt aux producteurs, sous forme d'avance, d'une garantie d'achat de la production à prix fixe. Depuis quelques années, ce rôle est contesté. Je ne reviendrai pas sur le procès maintes fois instruit de l'Etat africain. La lourdeur du système et ses dysfonctionnements ont amené des déficits importants et des difficultés qui ont mis en cause son intervention dans les filières d'exportation, celle du coton en particulier.

La libéralisation, vue à travers une privatisation des organismes d'encadrement publics et para-publics, est apparue comme une solution. Mais les expériences de retrait de l'Etat du système qui existent déjà, comme en Côte d'Ivoire, montrent que les choses ne sont pas simples. Les paysans ont besoin d'un système de crédit et de commercialisation cohérente, que les réformes perturbent. La mode est aux organisations paysannes qui se développent partout. Mais celles-ci supposent une expérience de gestion de la part des dirigeants dont souvent ceux-ci manquent, d'une démocratisation dans les prises de décision sans lesquelles on retombe dans le système précédant si décrié qui n'est pas évidente, parce que les notables et les citadins ont tendance à vouloir contrôler les choses à leur profit.

En outre, cette remise en cause se fait à un moment où l'essoufflement de la production suscite bien des interrogations. L'intérêt des paysans pour la culture du coton tenait à une certaine rentabilité. L'effondrement des prix, joint à une hausse du coût des intrants, est incontestablement une des causes principales du ralentissement. La situation présente souligne la grande dépendance des paysans et des gouvernements à l'égard des marchés mondiaux que ni les uns ni les autres ne maîtrisent vraiment, dépendance d'autant plus forte que la majeure partie de la production est exportée, alors que les grands pays producteurs non africains transforment et consomment une part significative de leur récolte. Mais en plus, cette chute se fait dans un contexte de libéralisation des échanges commerciaux et de concurrence faussée : tout le monde sait que les grands producteurs mondiaux, notamment les États-Unis et la Chine, subventionnent leur agriculture. Les discussions sur la réorganisation de la filière ne peuvent faire l'impasse sur cette situation inégalitaire qui pénalise les producteurs africains.

Dès lors, face aux multiples difficultés et incertitudes de la filière cotonnière, on comprend que les paysans se tournent vers d'autres activités, notamment celles offertes par la croissance urbaine.

L'ouverture du monde rural sur la ville et l'essor du vivrier marchand

Une des grandes évolutions des savanes africaines est l'essor du vivrier marchand, lié à la formidable croissance urbaine qu'a connue l'Afrique depuis quelques décennies et qui tient au fait, également, que les populations urbaines ont gardé des modes de consommation alimentaire qui n'ont pas totalement rompu avec les modèles ruraux. J'y ajouterai l'amélioration des voies de communications, dont les savanes d'Afrique centrale offrent un exemple remarquable, et qui relie les campagnes aux villes, base indispensable des échanges.

Cette évolution remet en cause la vision dualiste et réductrice qui a longtemps conduit à opposer dans les systèmes de production paysans d'un côté les cultures vivrières chargées d'assurer la survie du groupe et de l'autre des cultures commerciales apportant les revenus à l'exploitation.

L'essor du vivrier marchand est d'autant plus remarquable qu'il doit très peu à la puissance publique. Il est d'abord le fruit d'initiatives paysannes, s'appuyant sur des systèmes agraires qui partout révèlent une souplesse et une adaptabilité remarquable. Les agriculteurs ont su développer leurs cultures sans apporter de véritable révolution à leur système de production, se bornant le plus souvent à dégager des surplus dans la collection des plantes familières et sans bouleverser leurs techniques.

Si ces cultures se développent c'est dans l'exacte mesure où elles rémunèrent correctement, toute comparaison faite, le travail des paysans. Le vivrier marchand se développe selon différentes modalités : dans le sillage du coton, comme le maïs qui entre en alternance avec lui dans les systèmes de cultures ; là où il est plus rentable comme l'arachide au Tchad ; là où il fournit un travail et un revenu en contre-saison : cas, dans certaines régions, de la culture de l'oignon par exemple. L'extension du muskuwaari dans le Nord-Cameroun est à cet égard exemplaire : fruit d'initiative paysanne, culture qui se combine bien avec le coton, il permet d'étendre la campagne agricole en saison sèche, fournit un aliment de base et procure un complément de revenu.

Partout l'essor du vivrier a été permis aussi par la mise en place de réseaux marchands efficaces qui relient villes et campagnes, soulignant la vitalité du secteur dit « informel ». Ne bénéficiant pas de prix garantis son importance est limitée aux zones les mieux placées, notamment près des villes et des grands axes de communication.

Il entraîne des mutations profondes de l'organisation de l'espace et de la société, dont une des principales me paraît être un lent équilibrage social au profit des femmes. Certes, les hommes participent aux ventes et aux commerces, souvent les plus rémunérateurs. Mais par les ventes quotidiennes ou hebdomadaires sur les marchés, la prise en main du commerce de proximité et surtout de l'artisanat alimentaire (comme la fabrication de *bili-bili*), les femmes entrent de plain-pied dans l'économie marchande dont les avaient largement exclu les cultures d'exportation contrôlée par les hommes.

Cet essor se heurte certes à des limites qui tiennent au faible pouvoir d'achat des citadins, à l'éloignement des grands centres urbains et à la concurrence des pays exportateurs de céréales qui mettent sur le marché mondial leurs productions subventionnées et viennent concurrencer les denrées locales.

Mais il constitue une réponse au moins partielle à la crise des cultures d'exportation, à la dépendance à l'égard des marchés internationaux, et surtout participe à la mise en place de véritables marchés intérieurs.

On pourrait sans doute faire des remarques proches à propos de l'élevage si important en savane, qui profite aussi de l'ouverture des marchés urbains, et qui évolue, comme l'agriculture vivrière, sous l'effet de la croissance démographique, troisième volet des mutations que je veux aborder.

La croissance démographique et la mutation des systèmes de production

La zone des savanes comme l'ensemble de l'Afrique tropicale se caractérise par une croissance démographique accélérée, de l'ordre de +2 à +3 % par an, selon les régions, croissance extrêmement forte qui fait que, contrairement à ce qui est écrit parfois, la population rurale ne diminue pas, dans la majorité des cas, en dépit de l'exode rural, mais augmente.

Les effets de cette augmentation sont bien sûr très différents selon les secteurs en raison de fortes inégalités de peuplement qui s'inscrivent dans le temps long. Les agriculteurs répondent toujours à la croissance d'abord par une extension des superficies cultivées privilégiant lorsque c'est possible l'extensif qui rémunère mieux la journée de travail et est souvent moins risquée que l'intensif, dans le contexte technique en vigueur.

Cette extension se fait, au plan local, à l'intérieur du domaine des communautés villageoises, et au plan régional, par l'ouverture de fronts pionniers. Elle conduit à la réduction voire à la disparition des friches et des jachères, dont on connaît les dangers dès lors qu'il n'y a pas restitution de la fertilité. La descente des pasteurs vers le sud et la croissance des troupeaux aggravent les concurrences pour la terre. L'enjeu, à terme, est celui d'une intensification durable. À ce propos, je ferai trois observations.

- D'abord, les processus d'intensification ne sont pas ignorés des populations de savanes et depuis longtemps, par exemple, les montagnards des Monts Mandara ont su mettre en place des techniques efficaces dont Paul Pélissier disait, il y a près de trente ans, que le « développement » pourrait peut-être tirer des enseignements.
- Ensuite, la diffusion de la culture attelée comme la poussée des éleveurs dans les régions méridionales peuvent être mises à profit par les cultivateurs pour étendre l'usage de la fumure des champs et stabiliser les agricultures.
- Enfin, pour que l'intensification soit acceptable, il faut qu'elle offre une rémunération correcte du travail. Or, aujourd'hui, avec l'essor de l'agriculture commerciale, les prix deviennent un déterminant essentiel de la productivité du travail et il est des cas où l'intensif peut rapporter, alors qu'en général c'est l'inverse : c'est le cas, par exemple, du maraîchage près des villes.

Par ailleurs, il est clair qu'il ne peut y avoir intensification durable que s'il y a sécurité de la tenure. La fin des terres libres pose aussi une question redoutable, mais on y reviendra sans doute dans d'autres thèmes : celle qui a trait à la situation foncière.

Dernier élément de cette réflexion : dans un contexte d'urbanisation et de mondialisation, sans doute ne faut-il pas chercher des solutions aux problèmes des campagnes seulement dans l'unique champ de l'agriculture. Les emplois urbains, l'essor du tourisme et, localement, l'exploitation pétrolière devraient être des réponses qui jusqu'ici ont été peu prise en compte par le développement rural.

Conclusion

Je terminerai, si vous le permettez, par une note personnelle. J'ai visité pour la première fois ces régions, particulièrement le nord du Cameroun, en 1975, il y a donc 27 ans. Depuis, j'étais peu revenu : j'ai été frappé par les évolutions. Certes, au vu des statistiques, les savanes d'Afrique centrale font toujours partie des régions les plus pauvres du monde, et je n'ignore pas leurs difficultés. Mais je vois en même temps de formidables changements : on circule plus facilement, des cultures sont apparues ou se sont étendues, comme le coton, le muskuwaari, l'oignon. La population a doublé sans que le niveau de vie ait baissé, au contraire.

On peut y voir une raison d'espérer : cette évolution est sans conteste le résultat des efforts de l'encadrement, mais plus encore des initiatives paysannes, à l'analyse desquelles, le « développement » a sans doute beaucoup à apprendre pour construire le futur.